



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : [hebdo@sitecommunistes.org](mailto:hebdo@sitecommunistes.org)

E'mail : [communistes@sitecommunistes.org](mailto:communistes@sitecommunistes.org)

16/05/2023

## Rubrique Internationale

### Elections générales en Turquie,

### Elections législatives en Thaïlande,

### Manifestations en France pour l'anniversaire de la Nakba

#### **Elections générales en Turquie**

Au lendemain d'une élection qui a vu une mobilisation sans précédent (près de 90 % de votants à la présidentielle), le président sortant, le réactionnaire Erdogan, est arrivé en tête de la présidentielle avec 49,51 % devant le social-démocrate Kiliçdaroglu, qui a obtenu 44,88 %. Le troisième candidat, le nationaliste de tradition kemaliste Ogan, a obtenu 5,17 % des voix.

Le second tour de cette élection présidentielle aura lieu le 28 mai prochain.

La carte des résultats de ce premier tour met en lumière de grandes disparités géographiques entre provinces. Le président sortant Recep Tayyip Erdogan arrive ainsi en tête dans les régions du centre du pays, à l'exception de celle de la capitale Ankara. A l'inverse, son opposant Kemal Kiliçdaroglu l'emporte à Istanbul, dans les provinces du littoral méditerranéen ainsi qu'au Kurdistan, très majoritairement opposé à Erdogan.

Pour ce qui est des élections législatives, le parti islamo-réactionnaire d'Erdogan, l'AKP, obtient 267 sièges (27 de moins qu'en 2018) et ses alliés islamistes et nationalistes 55 (5 de plus). Le total de 322 sièges donne une majorité à la coalition sortante, l'Alliance Populaire, puisque le parlement compte 600 députés. L'Alliance Populaire a obtenu 49,46 % des voix (moins 4,20 %).

La coalition de centre-gauche formé du parti social-démocrate (CHP), celui de Kiliçdaroglu, et d'une autre formation kemaliste de gauche, baptisée Alliance de la Nation, obtient 35,02 % (plus 1,08 %) des voix et 213 élus (24 de plus qu'en 2018).

La coalition de gauche formée autour du parti de la gauche verte (YSP) et comprenant le parti social-démocrate kurde HDP, l'Alliance du Travail et de la Liberté, obtient 10,54 % (moins 1,16 %) et 65 élus (moins 2).

Aucun autre parti n'a obtenu suffisamment de voix pour entrer à la Grande Assemblée Nationale.

Pour la première fois depuis 20 ans, Erdogan et sa coalition gouvernementale passent sous la barre des 50 %. C'est un événement important.

Nous reviendrons ultérieurement sur ces résultats, sur les causes politiques de l'insuccès de la coalition anti Erdogan.

#### **Elections législatives en Thaïlande**

Les Thaïlandais ont infligé une sévère défaite aux militaires au pouvoir depuis presque une décennie, lors des élections législatives de dimanche qui ont propulsé en tête les deux partis d'opposition pro occidentaux. Des millions d'électeurs se sont rendus aux urnes pour un scrutin marqué par le rejet du Premier ministre sortant Prayut Chan-O-Cha, arrivé au pouvoir après un coup d'Etat en 2014, puis légitimé en 2019 par les élections.

Le parti Move Forward (Aller de l'avant), organisation récente, qui se réclame des manifestations massives de 2020 qui réclamaient une refonte en profondeur de la monarchie, qui rassemble notamment la petite bourgeoisie « moderniste » est bien lancé pour devenir la principale force au prochain parlement.

Move Forward arrive en première position, avec plus de 13,5 millions de suffrages (sur 52 millions d'électeurs). Il obtient 38 sièges (sur 100) à la proportionnelle et 113 sièges (sur 400) dans les circonscriptions, soit un total de 151 députés sur 500 (70 de plus qu'en 2019).

Derrière, le parti d'opposition Pheu Thai de Paetongtarn Shinawatra, la fille de l'ex-Premier ministre en exil Thaksin Shinawatra, recueille 10,3 millions de votes. Ce parti traditionnel incarne notamment les campagnes rizicoles du nord-est du pays. Il obtient 29 sièges à la proportionnelle et 112 dans les circonscriptions, soit un total de 141 députés (5 de plus qu'en 2019).

Arrivent ensuite les partis de la coalition gouvernementale sortante : parti de la Nation thaïlandaise unie (UTN), du premier ministre sortant l'ex-général Prayut Chan-O-Cha en troisième position avec 4,5 millions de voix. Ce parti n'existait pas en 2019, il est une scission du Palang Pracharat, qui était en 2019 le principal parti de la majorité gouvernementale, parti de la fierté thaïe (BJT) et Parti Démocrate. En tout la coalition gouvernementale recueille 19 sièges à la proportionnelle et 112 dans les circonscriptions soit un total de 130 députés (49 de moins qu'en 2019).

Mais en 2019, la coalition gouvernementale comprenait le Palang Pracharat ; la direction du parti a quitté le gouvernement car elle souhaitait négocier un accord pour une plus large coalition avec le parti Pheu Thai. C'est le grand perdant de ces élections, il ne recueille que 41 députés (2 et 39), c'est-à-dire 75 de moins qu'en 2019.

Deux partis agrariens, plus ou moins scissions du Pheu Thai obtiennent 19 députés (3 et 16) et 5 autres partis obtiennent les 18 députés restants (2 et 16).

Les résultats officiels définitifs ne sont en revanche pas attendus avant plusieurs semaines. Un accord de gouvernement est en train de se négocier entre Move Forward et Pheu Thai, les deux partis arrivés en tête.

Le système électoral concocté par l'armée, contraint Move Forward et Pheu Thai à gagner une large majorité au parlement ou à former une coalition. En effet, l'opposition a besoin de 376 sièges sur les 500 de l'Assemblée pour contrebalancer l'influence des 250 sénateurs nommés par l'armée. Il suffit au camp pro-armée de 126 députés pour s'assurer une majorité au vote du Premier ministre, choisi par les deux chambres, sauf s'il y a des défections chez les sénateurs (il y en avait eu une en 2019).

Or, nous sommes loin du compte, il faudra que les deux partis de tête négocient avec tous les autres partis. Mais si les trois partis de la coalition gouvernementale actuelle restent unis, ils peuvent, même avec 4 défections de sénateurs, former le prochain gouvernement. Et ce d'autant plus qu'on ne sait pas ce que sera l'attitude du Palang Pracharat.

En réalité, tous ces partis du gouvernement comme de l'opposition ne remettent pas en cause le système capitaliste et le programme économique de Move Forward n'est guère différent de celui des gouvernants. Ce sont plutôt les influences impérialistes qui les distinguent, les USA pour l'opposition et plus ou moins la Chine pour les gouvernants. Les travailleurs de Thaïlande n'ont pas grand-chose à espérer de ce résultat.

## **Manifestations en France pour l'anniversaire de la Nakba**

Il y a 75 ans débutait la Nakba (la catastrophe), c'est-à-dire la dépossession des Palestiniens par des colons venus d'Europe et d'ailleurs de leurs terres puis la proclamation de l'Etat d'Israël. Ce processus de dépossession, d'expulsions, de violences et de massacres s'est poursuivi et atteint un paroxysme dans l'Etat actuel d'Israël dont la direction veut en finir avec les Palestiniens. Le Parti Révolutionnaire Communistes dénonce régulièrement dans cet hebdo et dans ses tracts l'Etat de l'apartheid, l'Etat colonialiste d'Israël.

Les Palestiniens ont droit à un Etat, ils ont droit au retour et à une vie digne, sur leur Terre ancestrale.

Nous exigeons l'arrêt des relations diplomatiques avec les massacreurs, les colonisateurs.

Une manifestation avait lieu samedi 13 mai à Paris pour dénoncer cet apartheid, à l'occasion de l'anniversaire de la Nakba, des organisations juives progressistes, de solidarité avec la Palestine y avaient notamment appelé. Notre parti aussi, et il y était représenté.